

Frappes « spectacles » de Trump : un subtil outil politique

Fort de sa grande connaissance des États-Unis, le général Dominique Delarwarde décrypte les raisons qui ont conduit le président Donald Trump à décider de frappes « spectacles » par trois fois depuis son accession au pouvoir, il y a un an et demi.



DR

L'objectif de Trump : les élections à mi-mandat

Loin de l'image qu'en donnent, sans discontinuer depuis 2016, les médias occidentaux, Trump est tout sauf un imbécile. Imbécile ?

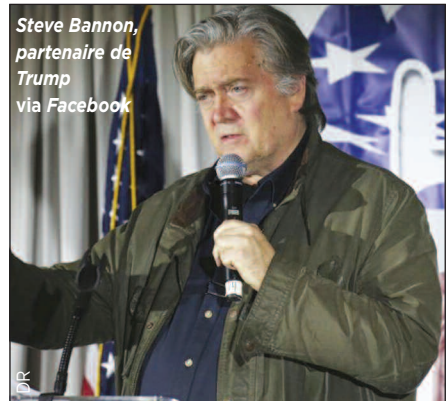
On ne gagne pas une élection aux USA sans le soutien de la direction de l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*), avec moitié moins d'argent que son adversaire, contre 90 % des médias *mainstream*, contre des lobbies puissants (féministes, gays, afro-américains, hispaniques), après avoir éliminé 16 candidats de son propre camp et avec 3 millions de voix de moins que son adversaire.

On ne gagne pas une élection dans ces conditions sans soutiens puissants et efficaces : les réseaux sociaux, bien-sûr ; l'appui, volontaire ou non, de *Wikileaks* qui a su, aux bons moments, miner la crédibilité et la réputation de Clinton ; l'appui du lobby des vétérans et de la très puissante *NRA* (*National Rifle Association*).

On ne gagne pas une élection dans ces conditions si l'on ne sait pas gérer parfaitement l'électorat en remportant le vote de 30 000 indécis dans certains des États les plus disputés (*swing-States*), ce qui suppose une bonne

connaissance de l'opinion des électeurs, État par État, et une optimisation dans l'application des règles électorales, différentes dans chacun des États de l'Union.

Cambridge Analytica, dont Trump était client, l'a incontestablement aidé en « pénétrant » les comptes *Facebook* de 50 millions d'Américains et en les exploitant à leur insu pour faire passer les bons messages aux bons endroits. Notons, que Steve Bannon, vice-président de *Cambridge Analytica*, était directeur de campagne de Trump.



Steve Bannon, partenaire de Trump via Facebook

DR

« Depuis seize mois, Trump a dû manœuvrer en permanence pour neutraliser ses adversaires et asseoir son autorité »

La victoire inattendue de Trump a créé une situation inédite aux États-Unis. Celle d'une quasi « guerre civile » entre le camp du vainqueur et celui des vaincus (démocrates, libéraux, médias *mainstream*, lobbies, *néocons*, milliardaires sponsors d'Hillary). Ces vaincus n'ont toujours pas reconnu la défaite et abandonné l'espoir d'obtenir la destitution du président, grâce à la complicité d'une partie des parlementaires républicains hostiles à Trump et d'une partie de l'administration héritée de la présidence démocrate (département d'État, Défense, Justice, *CIA*, *FBI*).

Depuis seize mois, Trump a donc dû manœuvrer en permanence pour neutraliser ses adversaires et asseoir son autorité. Il l'a fait habilement dans trois domaines :

1 - Il a relâché les pressions médiatiques et néoconservatrices en remplaçant les modérés de son administration par des « durs » : Pompeo, Bolton, Haspel... probablement pour mieux pouvoir contrôler ces derniers. Mieux vaut avoir ses meilleurs adversaires (les grandes gueules) près de soi pour réduire leur pouvoir de nuisance.

2 - Il a reconnu Jérusalem comme capitale de l'État hébreu contre l'avis quasi-unanime de la communauté internationale et de l'ONU, montrant une grande détermination à respecter ses promesses de campagne et désarmant du même coup Netanyahu, ses comparses de l'*AIPAC* et les *néocons*.

3 - Il a utilisé à trois reprises la technique des frappes aériennes « spectacles » pour donner du grain à moudre aux médias et aux *néo-*



Benyamin Netanyahu : la violence au nom de la sécurité et de l'Histoire

cons, et gagner du temps, tout en limitant la casse sur le terrain.

Revenons donc sur ces frappes aériennes « spectacles », régulièrement utilisées aux États-Unis pour régler des problèmes de politique intérieure.

Le 16 décembre 1998, à la veille de l'examen de sa destitution par la Chambre des représentants pour ses mensonges dans l'affaire Lewinsky, le président Clinton déclenche des frappes sur l'Irak (opération *Desert Fox*). 415 missiles *Tomahawk* sont tirés en 3 jours faisant de 600 à 2 000 tués. L'attention des médias est détournée de l'affaire Lewinsky qui a donc été « oubliée » par les parlementaires américains : objectif atteint. Bien sûr, les Irakiens en ont payé le prix.

Les choses n'ont pas changé en vingt ans. Trump a repris l'idée des «frappes spectacles» pour résoudre ses problèmes de politique intérieure. Depuis son accession au pouvoir, Trump a réalisé 3 frappes de ce type, qui présentent toutes trois de grandes similitudes : peu de pertes en vies humaines, peu

d'efficacité militaire, mais frappes spectaculaires et fortement médiatisées, à l'attention de ses concitoyens, bien-sûr, mais aussi à l'attention du reste du monde. Déroulons ensemble le calendrier.

Le 7 avril 2017, trois mois après sa prise de fonction, Trump, sous très forte pression des vaincus de la présidentielle, décide de frapper une base aérienne de l'État syrien sous le prétexte, devenu habituel pour la gouvernance américaine, d'une attaque chimique qui aurait été conduite trois jours avant, à Khan Cheikhoun, par l'aviation gouvernementale. 59 missiles *Tomahawk* sont tirés sur la base aérienne d'al-Chaayrate, source présumée de l'attaque chimique. 23 atteignent leur cible et détruisent un dépôt de matériel, une structure d'entraînement, un réfectoire, six avions *MIG-23* de plus de 40 ans d'âge en cours de maintenance dans des hangars, et une station radar. Les Russes, donc les Syriens, ont été prévenus avant le départ des missiles. 48 heures après la frappe, la base est de nouveau opérationnelle : efficacité militaire et pertes humaines quasi-nulles, mais liesse médiatique en Occident, et applaudissements nourris de ses partisans mais aussi de ses adversaires. Trump a relâché la pression qui s'exerçait sur lui et gagné du temps : objectif atteint.

Pour faire bonne mesure, Trump récidive 6 jours après, le 13 avril 2017 en faisant larguer sa fameuse *MOAB (Mother Of All Bombs)* en Afghanistan, sur un réseau de tunnels construits par les Américains dans les années 80. Une nouvelle fois, c'est une frappe spectaculaire, fortement médiatisée car c'est une première, mais d'une efficacité militaire presque nulle. Le communiqué américain

prétend avoir tué 96 combattants de Daesh, mais ce dernier, qui reconnaît volontiers ses « martyrs », déclare que la frappe n'a fait aucune victime. Une nouvelle fois, liesse médiatique dans le camp occidental et applaudissements nourris de ses partisans mais aussi de ses adversaires.

Trump a conforté son image de commandant en chef, gagné en crédibilité aux États-Unis et renforcé son image d'homme fort et déterminé : objectif atteint.

Enfin, un an jour pour jour après sa deuxième frappe spectacle et à quelques mois des élections 2018 de mi-mandat qu'il lui faut remporter, Trump organise, en liaison avec les Français, les Anglais ... et les Russes (donc les Syriens et les Iraniens) la frappe spectacle la plus parfaite que le monde ait jamais connue : 105 missiles – zéro mort - destruction d'installations désaffectées.

« Les élections de mi-mandat se présentent donc, désormais, sous les meilleurs auspices pour Trump »

C'est une première mondiale dans l'histoire des frappes aériennes « spectacles » si l'on considère le nombre de missiles tirés et le niveau zéro d'efficacité militaire. Les médias *mainstream* occidentaux applaudissent à tout rompre aux communiqués militaires triomphants : objectif atteint pour Trump qui a montré sa capacité à réunir ses deux principaux alliés (France et Royaume-Uni) sous la bannière américaine pour une « opération importante », sans accord de l'ONU. La visite officielle du président français quelques jours plus tard viendra conforter son image de chef incontesté de la « coalition occidentale ». Les élections de mi-mandat se présentent



Quel message est délivré par le pouce en l'air des deux chefs d'État ?

donc, désormais, sous les meilleurs auspices pour Trump, dont le taux d'approbation est remonté entre 44 % et 49 % dans les sondages du 1^{er} mai, score bien supérieur à celui de ses deux complices européens.

Bien sûr, le triomphe n'est pas total car une forte majorité de l'opinion publique mondiale, hors mais aussi en Occident, croit à la version russe des 71 missiles détruits et au « montage » d'une frappe si parfaite : l'image des Russes en sort plutôt renforcée. Mais l'Occident, réduit à trois pays, se fiche pas mal de l'opinion publique mondiale. Dans cette affaire, seule son opinion publique, chauffée à blanc par ses médias, compte pour bâtir son image. L'État hébreu, si l'on en croit sa presse, estime avoir été trahi par Trump dans cette frappe du 14 avril. C'est peut-être la raison de la frappe israélienne du 29 avril sur des positions syriennes, frappe beaucoup moins médiatisée mais beaucoup plus efficace que celle du 14 avril.

Les différentes factions terroristes soutenues et instrumentalisées par les Occidentaux pour renverser Bachar el Assad s'estiment, elles aussi, flouées. Leur moral est au plus bas car elles ont compris qu'elles ne pouvaient

plus compter sur le soutien de la « coalition occidentale ». Les accords de reddition se multiplient et permettent à l'armée syrienne de gagner du temps et d'épargner des vies dans les opérations de reconquête de son territoire (poches de Yarmouk et de Rastan).

Pour tenter de comprendre et de prévoir les événements à venir au Proche et Moyen-Orient, sans doute faut-il suivre avec attention les cinq événements suivants :

- 1 - la décision de Trump relative à l'accord nucléaire iranien du 8 mai qui ne restera pas sans conséquences ;
- 2 - le défilé militaire du 9 mai à Moscou sur la place Rouge : chefs d'État présents, nouveaux matériels présentés ;
- 3 - les résultats de la rencontre Trump - Kim Jong-un qui pourrait avoir lieu mi-juin et faire marquer de nouveaux points à Trump pour les élections de mi-mandat ;
- 4 - les décisions des chefs d'État de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) à Qingdao (Chine), en juin, notamment celle relative à l'admission de l'Iran (candidat depuis 13 ans) comme membre à part entière et, pourquoi pas de la Turquie, qui est déjà partenaire de discussion de l'OCS depuis 7 ans. Ces décisions pourraient changer la donne au Moyen-Orient et constituer une bonne réponse de l'OCS à l'éventuelle décision de Trump de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien ;
- 5 - enfin les résultats des élections américaines de mi-mandat du 6 novembre 2018 qui conditionneront la politique de fin de mandat de Trump et ses chances d'une réélection en 2020.

*Dominique DELAWARDE
Officier général (2s)*